



Résister, proposer, convaincre

Les résultats du second tour de l'élection présidentielle ont permis d'éviter le pire grâce à la mobilisation des citoyennes et des citoyens attachés aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Leur lutte, notre lutte, contre toutes les formes de discriminations et de domination reste, plus que jamais, essentielle pour un avenir meilleur.

Ces résultats ne sont pas, pour autant, un succès au regard du résultat de l'extrême-droite à un niveau jamais atteint dans une élection, et qui est extrêmement préoccupant.

Ils ne sont pas non plus satisfaisants pour la démocratie tant le taux d'abstention est élevé.

Ils ne sont certainement pas une prouesse, comme cela a pu être dit, pour le président sortant, dont la politique et le comportement ont poussé beaucoup d'électeur·rices vers l'extrême-droite, et qui n'a été réélu qu'avec un apport important de voix de celles et ceux qui ont voulu faire barrage au Rassemblement national.

Ils sont décevants pour les citoyennes et les citoyens attachés à la justice sociale qui constatent, une fois de plus, à quel point les inégalités fracturent notre pays et contribuent à la montée du populisme, du rejet de l'autre et de la xénophobie.

Ils ne sont pas une réussite pour celles et ceux qui, comme aux Ceméa, militent pour une éducation émancipatrice et une société plus solidaire, pour celles et ceux qui croient en l'Éducation populaire et voudraient la voir présente et active sur tous les territoires.

Ils sont préoccupants pour ceux et celles qui considèrent « qu'il n'y a qu'une Éducation qui s'adresse à toutes et tous, et qui est de tous les instants » et qui réclament que les politiques éducatives ne se limitent pas à de nécessaires transformations de l'institution scolaire mais requièrent une véritable mobilisation sociétale.

Cette situation ouvre une période incertaine où les responsabilités collectives sont considérables :

- Le président de la République élu se doit de ne pas décevoir celles et ceux qui ont voté pour lui sans adhérer à ses propositions : il doit écouter, comprendre et proposer tout à la fois, des perspectives nouvelles de gouvernance, une politique résolue de lutte contre les inégalités, un engagement sans faille dans la transition écologique et des perspectives éducatives ambitieuses pour l'École et pour l'Éducation populaire.
- L'opposition a l'immense responsabilité de reconstruire une offre politique alternative crédible, avec une unité suffisante sur les fondamentaux pour incarner, à nouveau, l'espoir d'un monde plus juste.
- Les éducateurs et les éducatrices, les citoyennes et les citoyens, les militantes et les militants de l'Éducation Nouvelle et de l'Éducation Populaire ont l'immense responsabilité de faire vivre au quotidien des valeurs d'émancipation et de solidarité, et de les partager le plus largement possible. Ils et elles doivent convaincre que la chasse aux boucs émissaires est toujours un premier pas vers la barbarie et montrer que la lutte pour plus d'égalité dans un projet fédérateur, dans tous les domaines, est toujours le gage d'un avenir meilleur.
- Les Ceméa prendront toute leur place dans ce travail de longue haleine, ô combien nécessaire.

Paris, le 5 mai 2022